LIBYE

Paris et Londres en quête active d'une porte de sortie

Désireux d'achever une aventure militaire qui s'apparente de plus en plus à une impasse, Paris et Londres disent désormais que Mouammar Kadhafi pourrait rester en Libye s'il quitte tout pouvoir. Une telle perspective, aveu d'impuissance, reste toutefois difficile à concrétiser.

Photo : DR

«Il y a une pression du côté français pour essayer de trouver une solution politique», note Denis Bauchard de l'Institut français des relations internationales (Ifri). En évoquant la possibilité que le dirigeant libyen reste dans son pays après avoir quitté le pouvoir, «les Britanniques vont dans le même sens que la France, chef de file dans cette affaire», ajoute-t-il.

Lundi, le chef de la diplomatie britannique, William Hague, a souligné que le mieux pour les Libyens était que Kadhafi quitte le pays. Mais «la décision appartient en dernier ressort au peuple libyen», a-t-il ajouté, allusion à ce qu'il reste dans son pays alors que la Grande-Bretagne voulait jusqu'à présent un départ pour l'étranger.

Quelques jours auparavant, son homologue français Alain Juppé avait ouvert la porte au maintien du colonel en Libye, lequel a toujours exclu de quitter son pays. «L'une des hypothèses envisagées, c'est qu'il séjourne en Libye, mais à une condition, c'est que très clairement il se mette à l'écart de la vie politique libyenne», a dit le ministre français à la chaîne de télévision LCI.

Le dernier ralliement en date et non des moindres à un maintien de Kadhafi en Libye est venu du chef du Conseil national de transition (CNT), Moustapha Abdeljalil. «Kadhafi peut rester en Libye sous conditions», a déclaré au *Wall Street Journal* le chef des insurgés en soulignant qu'il appartiendra dans ce cas aux rebelles de décider de son lieu de résidence et qui le surveillera.

La semaine dernière, les insurgés de Misrata, ville clé pour la rébellion, avaient affirmé pour leur part que «le peuple libyen n'acceptera pas que Kadhafi reste en Libye». Tant Paris que Londres ont assuré hier n'avoir pas assoupli leur position

à l'égard de Kadhafi. Alors qu'avait été évoqué au début du conflit en mars un possible exil du chef d'Etat libyen dans un pays d'accueil africain, l'entourage d'Alain Juppé a souligné que Paris n'avait pas changé de ligne.

Pas de modification non plus du côté de Londres, a assuré une source diplomatique britannique à l'AFP, répondant aux journaux britanniques *The Times* (conservateur) et *The Guardian* (progressiste) qui évoquaient hier «un changement de position significatif» de Londres sur cette question.

Un exil de Mouammar Kadhafi est de facto devenu plus compliqué avec le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité qui pèse à son encontre.

Son éventuel maintien en Libye serait extraordinairement difficile à concrétiser, relève-t-on de source diplomatique française. Il faudrait négocier sa situation dans le moindre détail, lui assurer une protection contre un acte vengeur, comme lui garantir de ne pas être inquiété par la justice internationale ou celle de son pays. A cet égard, les précédents que sont en train de constituer l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali, objet déjà de trois procès, comme Hosni Moubarak pour l'Egypte, reclus dans un hôpital, ne plaident pas dans cette direction.

Une des seules sorties possibles pour Kadhafi, «c'est les pieds devant», tranche, provocateur, un diplomate français sous couvert d'anonymat, en balayant tout autre issue à une guerre de plus en plus coûteuse et que vient de qualifier «d'impasse» le chef d'état-major interarmées américain Michael Mullen.

Même si ce dernier continue de tabler à terme sur une victoire de l'Otan.

SYRIE

Réunion de coordination mercredi à Istanbul pour les opposants à Al-Assad

Des représentants des manifestants syriens doivent se réunir aujourd'hui à Istanbul pour parler de coordination et de stratégie, a annoncé un militant syrien, Bahia Mardini, présidente du Comité arabe de défense de la liberté d'opinion et d'expression, basé au Caire.

Selon Mme Mardini, il s'agira de la première réunion de ce genre depuis le début de la révolte contre le régime du président Bachar al-Assad le 15 mars.

La réunion, qui doit durer jusqu'à samedi, est destinée à «faire progresser la coordination entre les militants et les groupes de travail de la révolution», a-t-elle ajouté. Elle doit rassembler des représentants des comités de coordination mis en place dans plusieurs villes pour organiser la révolte, surtout à travers les réseaux sociaux.

Des sessions de formation et des ateliers sur les aspects légaux, politiques logistiques et médiatiques de la révolte sont aussi prévus.

Les délégations doivent aussi apporter des feuilles de route sur leurs expériences et leurs aspirations, qui seront ensuite discutées.

Mi-juillet, plus de 300 opposants syriens, en majeure partie exilés à l'étranger, s'étaient réunis à Istanbul avec l'ambition de rassembler l'opposition politique au régime du président Assad et de débattre des stratégies de lutte possibles.

La Turquie, dont les relations avec Damas étaient pourtant florissantes ces dernières années, avait déjà accueilli deux autres réunions d'opposants syriens en avril et en juin.

MAURITANIE

La «grève d'avertissement au gouvernement» bien suivie

Une grève d'avertissement au gouvernement mauritanien lancée hier pour une journée par la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), la principale du pays, a été «largement suivie», a affirmé le secrétaire général de la CGTM, Mohamed Ould Abdallahi.

«Nous avons lancé ce mouvement de grève qui a été largement suivi pour rappeler au gouvernement ses responsabilités dans la tenue d'une négociation entre partenaires sociaux sur la base d'une représentativité conforme à la loi», a affirmé le syndicaliste à l'AFP. Le mouvement de grève a été suivi à 60% dans tous les secteurs d'activité, a-t-il dit, affirmant que «les secteurs miniers sont paralysés, sinon fortement affectés», ainsi que tous les grands chantiers publics et les administrations.

La CGTM et un autre syndicat boycottent des négociations entre partenaires sociaux en cours depuis le 27 avril, auxquelles participent seize centrales.

Selon son secrétaire général, la CGTM «détient 80% des délégués du personnel du pays et, à ce titre, refuse toute négociation où elle siègerait avec une voix unique, au même titre que d'autres centrales».

La direction du travail, structure relevant du gouvernement, avait estimé lundi dans un communiqué que cette grève de 24 heures, boycottée par les autres centrales syndicales, était «illégale».

MAROC

78 morts dans le crash d'un avion des Forces armées royales

Au total 78 personnes ont été tuées dans le crash hier matin d'un avion de type C-130 des Forces armées royales (FAR) dans une zone montagneuse près de Guelmim (sud-ouest du Maroc), ont annoncé les FAR dans un communiqué.

L'appareil à bord duquel se trouvaient neuf membres d'équipage, 60 militaires et 12 civils s'est écrasé 9h du matin à 10 km au nord-est de Guelmim (830 km au sud de Rabat) faisant 78 morts et trois blessés graves, a-t-on précisé de même source.

L'accident est dû aux mauvaises conditions météorologiques, a-t-on ajouté.

Les trois blessés et quarante-deux dépouilles mortelles retrouvées ont été évacués sur l'hôpital militaire de Guelmim tandis que les recherches étaient en cours pour récupérer le reste des victimes de cette catastrophe, a-t-on fait savoir.

Le Lockheed C-130 Hercules est un avion de transport militaire conçu par les Etats-Unis à la fin des années 1950.

YÉMEN

12 membres présumés d'Al-Qaïda abattus par l'armée

Douze membres présumés de la branche terroriste d'Al-Qaïda au Yémen, dont un commandant, ont été abattus par l'armée au cours d'une opération lancée dans la province d'Abyane (sud), ont annoncé hier à la presse des officiers de l'armée.

Selon un officier, deux groupes de membres d'al-Qaïda ont lancé des attaques contre les sites d'observation situés autour de la 25e brigade militaire

dans la banlieue-Est de la ville de Zinjibar, la capitale provinciale contrôlée par Al-Qaïda. «12 militants insurgés» ont été tués par l'armée au cours de ces attaques, selon cette source.

Un autre officier de la 25e brigade mécanisée a, de son côté, déclaré à la presse qu'un haut responsable d'Al-Qaïda figurait parmi les éléments armés tués.

«Ali Saïd Jamil, un des plus dangereux membres d'Al-Qaïda, a été tué dans la ville de Zinjibar», a-t-il indiqué, ajoutant que «Jamil a été poursuivi par les forces de sécurité yéménites dans la province de Marib».

L'armée yéménite tente depuis des semaines de déloger des éléments armés liés à Al-Qaïda actifs dans plusieurs localités de la province d'Abyane, notamment dans la ville de Zinjibar qu'ils contrôlent depuis fin mai.